

 <https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/04/02/groupes-au-college-contractuels-profess...>

 Eléa Pommiers

 8 min read

Groupes de niveau : le plan du ministère de l'éducation face au manque d'enseignants

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Société](#)
- [Éducation](#)

Un document interne de la direction des ressources humaines du ministère témoigne de la préoccupation face au manque d'enseignants pour la mise en place des « groupes de besoin » lors de la rentrée 2024.

Article réservé aux abonnés

La question bruisse jusque sur les bancs de la majorité et dans les couloirs du ministère de l'éducation nationale : ce dernier aura-t-il les moyens de mettre en œuvre les groupes de niveau – désormais officiellement dénommés « groupes de besoin » – dont il a acté la création ? La ministre Nicole Belloubet, sans nier l'épineux enjeu du recrutement, se veut rassurante. « *Je suis certaine que nous aurons les moyens de mettre en place les groupes de niveau* », a-t-elle encore certifié [sur France Inter le 26 mars](#).

Mais un document interne de la direction des ressources humaines du ministère, révélé [par AEF info](#) et que *Le Monde* s'est procuré, témoigne de la préoccupation de l'hôtel de Rochechouart, le siège du ministère, face au manque d'enseignants, alors que 2 330 postes sont nécessaires pour créer les groupes. Au moins 830 doivent être créés, les 1 500 autres résultant théoriquement des moyens dégagés par la suppression d'une heure de cours hebdomadaire pour tous les élèves de 6^e.

Dans un courrier adressé aux recteurs et daté du 28 mars, le directeur général des ressources humaines, Boris Melmoux-Eude, prévient ainsi que la rentrée 2024 se prépare, comme les années précédentes, « *dans un contexte de tension particulièrement élevée sur la ressource disponible et les viviers existants* », d'autant que les groupes en 6^e et en 5^e nécessitent des « *besoins disciplinaires importants* » en lettres et en mathématiques. Pour les couvrir, le directeur général des ressources humaines en appelle à des « *solutions innovantes* », entérinant le postulat que les titulaires recrutés par concours ne suffiront pas.

Détachement dans le secondaire

Le nombre de candidats en 2024 est légèrement moins élevé qu'en 2023 et s'est effondré depuis 2021, laissant des milliers de postes vacants à l'issue des épreuves. Les mathématiques et les lettres sont deux disciplines dites « déficitaires » depuis des années : en 2023, seuls 47 des 134 postes ouverts en lettres classiques ont pu être pourvus, 606 sur 755 en lettres modernes, et 790 sur 1 040 en mathématiques. Le volume de postes ouverts dans ces matières en 2024 n'a en outre pas été augmenté pour 2024 en dépit des besoins supplémentaires – il a même baissé en lettres.

Dans l'optique de combler les manques et de pourvoir « *un maximum de postes* » dès le jour de la rentrée, la direction générale des ressources humaines propose plusieurs solutions dans son plan de préparation de la rentrée. Le ministère devra d'abord embaucher davantage de personnels contractuels pour créer les groupes de niveau, ce qu'a plusieurs fois assumé Nicole Belloubet.

A tous les niveaux de la scolarité et dans toutes les disciplines, la Rue de Grenelle demande aux académies de mieux anticiper les embauches afin de permettre à ces personnels recrutés sans concours « *de suivre impérativement une formation d'au moins*

une semaine (en présence) » et de « proposer des conditions contractuelles plus attractives ». Elle leur enjoint également de « fidéliser » ceux qui enseignent déjà (ils représentent 2 % des effectifs du premier degré, 9 % du second) en proposant des contrats plus longs ou en « réexamin[ant] avec attention les conditions de rémunération ».

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

En parallèle, le ministère invite les académies à également « favoriser le recours aux professeurs des écoles » pour intervenir au collège. L'institution va lancer pour cela une campagne complémentaire afin d'inviter les enseignants du premier degré qui le souhaitent à demander leur détachement dans le secondaire et d'y enseigner les mathématiques ou le français.

« Bricolage en série »

Cette possibilité sera également ouverte aux professeurs des écoles actuellement en disponibilité, faute d'avoir obtenu leur mutation pour suivre leur conjoint – ils seraient plusieurs milliers –, et « qui pourraient rejoindre leur académie de préférence via un détachement dans le corps des professeurs certifiés ». Une hypothèse qui révolte le SNUipp-FSU, premier syndicat dans les écoles. « On envisage de dépouiller le premier degré alors que nous avons besoin d'enseignants, notamment pour les remplacements », s'insurge Guislaine David, cosecrétaire générale et porte-parole, dénonçant également un « contournement des règles de mutation ».

Le directeur général des ressources humaines incite également les rectorats à recourir aux plus de 1 000 enseignants de lettres et mathématiques partis à la retraite au cours de l'année scolaire. « Afin de mobiliser ce vivier habituellement peu enclin à se réinvestir, les académies pourront leur proposer un temps d'intervention limité dans le temps, mais assorti d'une rémunération attractive », précise le document. La Rue de Grenelle avait déjà fait appel aux enseignants retraités pour assurer les remplacements lors de la crise du Covid-19.

Pour Sophie Vénéitay, à la tête du SNES-FSU, premier syndicat du secondaire, ce plan de préparation de la rentrée « est révélateur de l'état de crise de l'éducation nationale qui

ne recrute définitivement plus assez » ainsi que « du fossé entre la parole politique et la réalité du terrain ». « Gabriel Attal promet depuis décembre qu'il y aura les moyens de mettre en œuvre sa politique, mais c'est faux et le ministère en est réduit à du bricolage en série pour essayer de colmater les brèches », tance la responsable syndicale. La crise d'attractivité du métier enseignant constitue quoi qu'il en soit un deuxième écueil majeur pour la mesure phare du « choc des savoirs », toujours largement rejetée par les personnels de l'éducation nationale et les parents d'élèves, qui dénoncent tant la philosophie des groupes de niveaux que le manque de moyens pour les mettre en œuvre.

De nouveau appelés à la mobilisation, mardi 2 avril, contre cette politique, environ 7 % des enseignants étaient en grève ; une proportion qui a atteint près de 15 % dans les collèges selon le ministère. Le SNES-FSU a, lui, annoncé 36 % d'enseignants mobilisés dans les collèges et lycées.

Mise à jour le 2 avril à 15 h 48 : ajout des chiffres de la mobilisation des enseignants, le 2 avril.

[Eléa Pommiers](#)

[Contribuer](#) [Réutiliser ce contenu](#)

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.

Generated with Reader Mode